

## Explosions en série de grenades dans plusieurs provinces du Burundi

PANA, 27/06/2010 Bujumbura, Burundi - Des grenades ont encore explosé en série, dans la nuit de samedi à dimanche, dans plusieurs provinces du Burundi, mais sans victime humaine connue pour le moment, a appris la PANA de source policière à Bujumbura. Le pays vit une situation d'insécurité depuis le 12 juin dernier, date de l'ouverture officielle de la campagne pour l'élection d'un nouveau chef de l'Etat prévue pour lundi prochain, mais sans la participation de l'opposition.

Ces attentats sont, par ailleurs, accompagnés de tracts appelant la population à ne pas se présenter à l'élection présidentielle. La nouvelle vague d'attentats à la grenade a ciblé la municipalité de Bujumbura, les provinces de Bujumbura-Rural, Kayanza, plus au nord du pays, Rutana et Bururi, dans le sud du pays, a précisé ce dimanche le porte-parole de la Police nationale, le major Channel Ntarabaganyi. Un poste de Police a, par ailleurs, mis en déroute une bande d'assaillants non encore identifiés après un bref moment d'échange de coups de feu à Muyira, une localité de Bujumbura-Rural, selon la même source. Une centaine de grenades ont été explosées dans divers endroits du pays en deux semaines de campagne électorale. Le porte-parole de la Police nationale du Burundi a fait état de 30 arrestations d'opérateurs dans le cadre des enquêtes visant à identifier les auteurs et commanditaires de ces violences électorales dont l'opposition et la mouvance présidentielle se rejettent mutuellement la responsabilité. Les relations se sont considérablement détériorées entre les deux camps au lendemain de la large victoire du parti présidentiel aux élections communales du 24 mai dernier qui auraient été entourées de "fraudes massives" aux dires de l'opposition. Le scrutin présidentiel du 28 juin 2010 ne verra d'ailleurs pas la participation de l'opposition qui continue toujours à contester la régularité des communales et demande, en conséquence, leur reprise ainsi que la disqualification de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour ses "manquements graves" dans l'organisation de l'une des cinq consultations populaires qui iront jusqu'en septembre prochain. L'enjeu de la présidentielle de lundi ne réside plus que dans le taux de participation après les appels répétés de l'opposition au boycott populaire de cette élection à laquelle seul le chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, va prendre part pour briguer un nouveau mandat de cinq ans à la magistrature suprême.